



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONSTRUIRE, ÉTENDRE ET COORDONNER LES MOBILISATIONS OUI, IL Y A URGENCE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 13 JUIN 2018

Sitôt les élections européennes bouclées, sans même attendre le « discours de politique générale » de son premier ministre, Macron avait réaffirmé qu'il maintiendrait le cap, avec la poursuite et l'intensification des attaques contre les classes populaires.

## FAIRE PAYER LA MAJORITÉ POUR GARANTIR LES PROFITS D'UNE MINORITÉ

Alors qu'en février, le mouvement des gilets jaunes avait contraint le gouvernement à geler la hausse du prix du tarif réglementé d'EDF, celui-ci vient de l'augmenter de 5,9%, portant à 50% la hausse des prix de l'électricité depuis 2007.

Une hausse justifiée au nom du sacro-saint principe de concurrence dont les capitalistes aiment à répéter qu'elle est nécessaire... pour faire baisser les prix !

Quel mépris envers les centaines de milliers de personnes qui, depuis 6 mois, sont descendus dans la rue, ont occupé des ronds-points pour mettre un frein à la dégradation de leurs conditions de vie !

## LICENCIEMENTS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN CASCADE

Et toujours dans la même logique capitaliste de la concurrence et du profit, les attaques se multiplient.

Dans le privé, ce sont des licenciements de masse, à Ascoval, Whirpool ou General Electric.

Des milliers de salariés jetés à la rue par des entreprises qui se gavent d'argent public en bénéficiant d'exonérations, de cadeaux fiscaux... au nom du prétendu maintien de l'emploi !

Le secteur public n'est pas davantage épargné. La réforme de la fonction publique qui vient d'être votée s'inscrit dans cette logique de précarisation de l'emploi, avec un recours généralisé à la « contractualisation » et des suppressions de postes à la clef dans les écoles, les hôpitaux, à la SNCF...

## SANS OUBLIER LES MENACES SUR LES RETRAITES ET L'ASSURANCE CHÔMAGE

Ils persistent dans leur intention de nous imposer leur retraite par points, avec à la clef un nouveau recul de l'âge de départ et une baisse du montant des pensions.

Contre les droits des chômeurs, le gouvernement ne cache pas sa volonté d'imposer 4 milliards d'économies en 3 ans, en rognant sur les allocations et en forçant encore plus les chômeurs à accepter les petits boulots mal payés, oubliant qu'un demandeur d'emploi sur deux n'est même pas indemnisé !

## LA VOIE EST LIBRE ? PEUT-ÊTRE PAS !

Même si le samedi, les manifestations des "Gilets jaunes" s'épuisent, le bulldozer macroniste vient de tomber sur un gros os. Depuis le mois de mars, les services d'urgences sont rentrés dans la grève, les uns après les autres. La grève touche aujourd'hui plus de 95 services d'urgences, aux quatre coins du pays.

Mais comme toujours, ce gouvernement n'a qu'une réponse : l'autoritarisme et le mépris. A Lons-le-Saunier, ce sont les gendarmes qui sont venus en pleine nuit sonner chez des personnels pour leur remettre des ordres de réquisition. A l'hôpital Lariboisière, c'est Agnès Buzyn, ministre de la santé, qui stigmatise les urgentistes – « ils se sont mis en arrêt maladie. C'est dévoyer ce qu'est un arrêt maladie », alors qu'ils sont à bout, proches du burn out et qu'ils dénoncent la mise en danger des patients qui en résulte.

## S'UNIR ET SE COORDONNER POUR NE PLUS SUBIR

Nous avons tous des problèmes similaires : faire face au manque de personnel, nous sentir épuisé par la charge de travail, alors qu'il y a des millions de personnes privées d'emploi. Ne pas pouvoir accomplir son travail comme on le voudrait, faute de temps, faute de moyens. En avoir assez du mépris de la hiérarchie, sans parler des « petites phrases » de Macron.

Face à ces attaques qui pleuvent et à celles qui s'annoncent, il n'y aura pas d'échappatoire. Il va falloir nous mettre en lutte et nous coordonner. Parce que tous ensemble, nous avons les moyens de mettre en échec l'acte II du président des riches.



## **LES FUSIONS XXL PRÉPARENT DES ATTAQUES XXL CONTRE LES SALARIÉS**

De Carlos Ghosn, l'ex-président voyou de Renault, en prison, à l'héritier de la famille Agnelli, propriétaire historique de Fiat, proposant, puis retirant une fusion « à parité » avec Renault, la suite n'est pas encore écrite. Rebondissements, trahisons, démissions sont possibles, au prochain épisode.

On savait que Fiat recherchait sur le marché mondial une fusion depuis plusieurs années. Le nouveau est que Renault est lui aussi candidat. C'est qu'il faut aller à marches forcées vers les transformations qu'imposent les voitures électriques et autonomes. Comme les dépenses pour ces nouveaux investissements ne doivent pas faire baisser les dividendes promis aux actionnaires, c'est donc aux salariés de payer.

La casse sociale résultant d'une méga fusion ne ferait pas le détail entre Fiat et Renault. Les patrons, eux, savent négocier entre eux. L'heure est à la solidarité entre nous, les salariés, qui en faisons les frais, chez Fiat comme chez Renault.

## **REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ UNE NOUVELLE ARME CONTRE LES PAUVRES**

Le gouvernement veut mettre en place un « Revenu Universel d'Activité », le RUA. Il s'agirait de regrouper en une seule prestation le RSA, la prime d'activité, les APL et peut-être d'autres aides sociales. Afin, soi-disant, de simplifier l'accès à leurs droits sociaux de ceux et celles qui pourraient en bénéficier, mais n'en font même pas la demande. Belles paroles, mais la réalité risque en fait d'être tout autre. D'abord il s'agirait d'une réforme à budget constant. Ce que les uns vont gagner, les autres vont le perdre: les pauvres vont aider les pauvres. Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement projette de lier l'attribution de ce RUA à un engagement de démarche active de retour à l'emploi. Pour celui ou celle qui touchera le RUA, pas question de refuser plus de deux propositions d'emploi. De quoi faire accepter aux plus pauvres un maximum de faux emplois plus précaires et mal payés les uns que les autres. Au bénéfice unique du patronat.

## **ÉLECTRICITÉ : UNE HAUSSE SCANDALEUSE ET INJUSTIFIABLE**

Bousculé par les gilets jaunes, le gouvernement avait gelé, la hausse prévue en janvier. Finalement, c'est au 1<sup>er</sup> juin que l'électricité a augmenté. Plus 5,9% : une charge supplémentaire de 50 à 100 € par an, selon les ménages. Mais là-haut, ils ne voient pas où est le problème. Ils ne le voyaient pas non plus pour les 5 € d'APL en moins.

Et dire qu'ils nous promettaient que la fin du monopole d'EDF et la concurrence entre fournisseurs d'électricité allait faire baisser les prix. Ils ne font qu'augmenter. On voudrait en plus nous faire oublier que les taxes représentent 35% de la facture de l'utilisateur. Quant à la hausse de ce mois de juin, elle est faite essentiellement pour garantir les profits des concurrents d'EDF. N'étant pas pour

la plupart producteurs d'électricité, ils en achètent une partie, "en gros" à EDF, à un "prix d'ami" garanti par la loi : ce qui leur permet des prix compétitifs. Pour l'autre partie, ils s'approvisionnent sur un marché mondial où les prix ont fortement augmenté depuis deux ans. Ce qui met à mal à mal leur compétitivité. Mais si les tarifs réglementés augmentent, ils retrouvent de la marge. Merci Macron.

## **LA LUTTE PAIE, LES OUVRIERS DE FERRERO MONTRENT L'EXEMPLE**

Après sept jours de grève et de blocage, les salarié.e.s de l'usine Ferrero de Villers-Écalles (près de Barentin) lèvent la grève.

Les négociations annuelles obligatoires furent décevantes, l'entreprise proposant une augmentation de salaire de seulement 40 € brut, alors que FO demandait une augmentation de 4,5 % et une prime de pouvoir d'achat de 900 €, au vu de la bonne santé de l'entreprise (celle-ci ayant doublé son chiffre d'affaires en dix ans, l'élevant à 10 milliards d'€ en 2018). Les salarié.e.s se plaignaient aussi du manque d'investissement dans les machines. La ligne des "Kinder Bueno" date de 30 ans ! Le lundi 3 juin, 160 des 400 salarié.e.s décident de débrayer, bloquant totalement l'entrée et les sorties de camions. L'entreprise a essayé d'intimider les grévistes en leur imposant une amende de 1.000 € par heure de blocage « illégal », mais ils et elles ont tenu bon et ont fait céder la direction. Ils et elles ont obtenu une augmentation de salaire minimal, indexée sur l'inflation et une prime annuelle de 800 €. La grève est encore aujourd'hui le seul moyen d'améliorer nos conditions de travail et de vies.

## **SOUDAN : L'ARMÉE MASSACRE DES MANIFESTANTS PACIFIQUES**

Après des mois d'une énorme mobilisation qui a fait tomber le dictateur Omar El Bechir, c'est du régime tout entier que les soudanais veulent se débarrasser. Mais après avoir fait mine d'accepter des négociations avec la société civile, les secteurs les plus durs de l'armée ont envoyé la semaine dernière les paramilitaires, commandés par le général Hemedti, n°2 du Conseil Militaire au pouvoir, massacrer les manifestants qui campaient pacifiquement devant le siège de l'armée. Plus de cent morts : c'est leur façon d'essayer d'en finir avec le soulèvement populaire.

Un massacre beaucoup moins commenté dans les médias que le souvenir du massacre de la place Tien An Men, en Chine, il y a dix ans. Les morts n'ont manifestement pas tous la même valeur. Et il ne faut pas trop non plus mettre en porte à faux tous ces Etats Européens qui depuis 2014, dans le cadre du processus de Khartoum, ont confié à des dictatures comme celle de l'Erythrée ou du Soudan d'Omar El Bechir, le soin d'empêcher les migrants d'atteindre l'Europe.